

# CONVENTION OUVRIÈRE ET SOCIALISTE

## Paris - 24-25 novembre 2007 -

# Appel à une convention ouvrière et socialiste

### R E P È R E S

■ **Le 10 avril 2007**, Gérard Schivardi, maire de Mailhac et conseiller général de Ginestas (Aude), et Daniel Gluckstein, secrétaire national du Parti des travailleurs, lancent un appel posant la question : *“L’heure n’est-elle pas venue de reconstruire un authentique parti ouvrier ?”*

■ **Le 21 avril**, à la veille du premier tour de l’élection présidentielle, cet appel est rendu public avec l’accord de 74 premiers participants au comité provisoire pour un parti ouvrier. Parmi ceux-ci, des maires, des militants ouvriers de toutes tendances, des syndicalistes, des militants laïques.

■ **Le 6 mai**, après l’annonce des résultats de l’élection présidentielle, Gérard Schivardi et Daniel Gluckstein, dans une déclaration, affirment : *“L’heure est à la reconstruction.”*

■ **Le 7 mai**, publication du premier bulletin de discussion.

■ **Le 3 juin**, le comité provisoire pour un parti ouvrier se réunit pour la première fois à Ivry. Il décide de convoquer la convention ouvrière et socialiste.

■ **A cette date**, ce sont 227 maires, militants, citoyens, salariés de diverses origines de 57 départements qui ont donné leur accord pour participer au comité provisoire.

### POUR TOUT CONTACT :

#### Comité d’organisation :

• Daniel Gluckstein,  
87, rue du Faubourg-  
Saint-Denis 75010 Paris ;

• Gérard Schivardi,  
9, route de Pouzols  
11200 Mailhac.

• E-mail :  
copo2007@wanadoo.fr

Pour tout  
versement financier :  
chèque à l’ordre de  
Micheline Guillemette.

**N**OUS, élus, syndicalistes, militants issus de tous les courants du mouvement ouvrier et démocratique, signataires de l’appel lancé le 10 avril 2007 par Gérard Schivardi et Daniel Gluckstein *« L’heure n’est-elle pas venue de reconstruire un authentique parti ouvrier ? »*, nous avons participé le 3 juin 2007 à la première réunion du comité provisoire pour un parti ouvrier.

Nous lançons cet appel.

Ouvriers, employés, agriculteurs, cadres, jeunes, chômeurs, retraités, artisans, commerçants..., rejoignez-nous.

Ensemble, préparons la convention ouvrière et socialiste qui se tiendra à Paris, les 24 et 25 novembre 2007.

#### L’heure est grave.

Toutes les mesures annoncées par le nouveau gouvernement visent l’ouvrier, le chômeur, le retraité.

Ce sont les conquêtes de la classe ouvrière et de la démocratie qui sont menacées dans leur existence même.

— Le droit de grève, arraché par la lutte de la classe ouvrière en 1864.

— Le contrat de travail, le Code du travail, les conventions collectives et les statuts.

— La Sécurité sociale conquise en 1945.

— Les régimes de retraite.

Toutes ces mesures découlent des directives, recommandations et exigences de l’Union européenne.

Pas un secteur n’échappe à son œuvre destructrice :  
— liquidation de l’industrie, avec les plans de licenciements et de suppressions d’emplois, comme à Airbus ;

— privatisation de l’Université ;

— liquidation de l’agriculture.

Toutes ces mesures découlent de l’Union européenne, de la mise en œuvre de ses traités.

A peine élu, le nouveau président s’est d’ailleurs empressé de mettre en chantier un nouveau traité constitutionnel.

#### Nous affirmons : le vote “NON”

#### majoritaire le 29 mai 2005 n’a pas disparu !

Nous appelons à combattre et à rejeter tout prétexte de traité « européen » (avec ou sans « volet social ») destructeur de la démocratie politique et sociale, destructeur de la souveraineté de la nation. Plus que jamais, nous appelons à combattre pour la rupture avec l’Union européenne.

Nous appelons à combattre toutes les tentatives visant à transformer les communes, d’une part, les syndicats ouvriers, d’autre part, en simples instruments d’exécution des diktats de Bruxelles.

#### Il y a urgence ! URGENCE à jeter les bases d’un authentique parti ouvrier indépendant, dans le respect de toutes ses composantes.

Un parti de résistance et de reconquête des services publics et de la démocratie.

Un parti qui défend l’indépendance des syndicats chargés de la défense des intérêts particuliers des salariés.

Un parti qui combat pour les nécessaires (re)nationalisations.

Un parti qui défend l’autonomie, la liberté des communes, l’existence des départements, contre la régionalisation et l’Union européenne.

Un parti de reconquête de la République une, indivisible et laïque.

En un mot, un parti ouvrier. Ouvrier en ce qu’il reconnaît que l’immense majorité de la population, celle qui vit de son travail, est soumise à l’agression destructrice d’une poignée de profiteurs — la classe capitaliste — et des institutions à leurs services.

#### Ouvrier en ce qu’il reconnaît le droit de la population laborieuse à s’organiser en toute indépendance pour défendre ses intérêts particuliers, par sa lutte de classe.

Au terme d’une large discussion, nous avons constaté ceci : dans le respect des positions des uns et des autres, dans le respect de l’existence légitime des courants dans le mouvement ouvrier, **nous partageons la même volonté d’avancer ensemble sur la voie de la constitution d’un tel parti.**

En conséquence, nous décidons :

1. De convoquer une convention ouvrière et socialiste les 24 et 25 novembre 2007 à Paris.

2. D’appeler tous et toutes à reprendre l’appel lancé par Gérard Schivardi et Daniel Gluckstein le 10 avril 2007 : *« L’heure n’est-elle pas venue de reconstruire un authentique parti ouvrier ? »*

3. D’éditer des cartes de participation au comité provisoire pour un parti ouvrier et de soutien à la convention. Ces cartes à 10 euros minimum (5 euros pour les chômeurs et les étudiants) permettront de financer la convention et seront la base pour établir les mandats des délégués pour la convention ouvrière et socialiste.

4. De constituer partout des comités locaux, départementaux, de multiplier les conventions locales et départementales, qui désigneront leurs délégués à la convention, sur la base de 1 délégué pour 30 cartes.

5. De publier dans le bulletin n° 2 du comité l’ensemble de nos travaux de ce jour.

6. De constituer un comité d’organisation pour élaborer les textes, documents et bulletins nécessaires à la préparation de la convention ouvrière et socialiste, établir un budget, formuler des propositions politiques et d’organisation pour la tenue de la convention elle-même.

7. D’organiser une nouvelle réunion du comité provisoire en septembre, d’ouvrir un site de présentation du comité provisoire et d’engager une réflexion sur un logo.

#### L’heure est à la reconstruction.

**Ensemble, construisons dans tout le pays les comités préparatoires à la convention ouvrière et socialiste.**

APPEL DU 10 AVRIL 2007

# L'HEURE N'EST-ELLE PAS VENUE

# DE RECONSTRUIRE UN AUTHENTIQUE PARTI OUVRIER ?

MADAME, MONSIEUR,

Cher(e) ami(e), cher(e) camarade,

Vous le savez — car nous agissons en commun depuis un certain temps —, les deux signataires de cette lettre ont des origines politiques et des parcours différents.

— L'un est maire, conseiller général, il a été membre du Parti socialiste durant vingt-cinq ans et se considère plus que jamais aujourd'hui comme un authentique socialiste, laïque, républicain.

— L'autre est secrétaire national du Parti des travailleurs, un parti fondé sur une charte qui stipule « *la reconnaissance de la lutte de classe, la laïcité de l'école et de l'Etat, l'abrogation des institutions antidémocratiques de la V<sup>e</sup> République et de l'Union européenne, l'indépendance réciproque des partis et des syndicats* ».

Mais c'est en commun que nous menons la campagne à l'occasion de l'élection présidentielle.

**Et c'est en commun que nous nous adressons à vous, aujourd'hui, pour vous poser la question : l'heure n'est-elle pas venue d'aller plus loin ensemble ?**

Cette proposition vient d'une réflexion que nous avons menée ensemble. Nous nous sommes posé la question : pourquoi toutes ces tentatives, depuis des mois, pour empêcher la candidature et la campagne de Gérard Schivardi ? Qu'avons-nous dit pour justifier ces mesures d'exception ?

Par cette candidature de maires, d'élus, de syndicalistes, soutenue par le Parti des travailleurs :

- Nous avons dit : l'ouvrier a le droit de vivre de son travail, le paysan a le droit de vivre du produit de sa terre, la jeunesse a le droit d'étudier et de bâtir son avenir.

- Nous avons dit : les 36 000 communes ont le droit de s'administrer librement, les écoles, les bureaux de poste, les maternités, les hôpitaux de proximité doivent être rétablis.

- Nous avons dit : les privatisations, les délocalisations, les restructurations, les plans de licenciements et de démantèlement de l'industrie, qui ne sont pas inévitables, doivent cesser. Des mesures simples comme la renationalisation d'Airbus peuvent éviter l'hémorragie des emplois.

**En un mot, nous avons dit : la nation veut vivre, la nation doit vivre, et, pour cela, il faut rompre avec Maastricht et l'Union européenne, et avancer vers l'union libre des peuples et des nations libres d'Europe.**

**Ce message, ne faudra-t-il pas le porter au-delà de l'élection présidentielle, dans les élections législatives, et encore après ?**

QUEL que soit le résultat, ces élections porteront un coup fatal aux partis politiques, et particulièrement aux partis dits « de gauche », qui, dans leur histoire, renvoient (même si c'est de

manière lointaine et déformée) au mouvement ouvrier.

L'heure n'est-elle pas venue de reconstruire un authentique parti ouvrier indépendant ?

Nous savons qu'un acte fondateur du mouvement ouvrier international fut la constitution de la Première Internationale (1863), regroupant en son sein tous les courants du mouvement ouvrier : réformistes, mutualistes, proudhoniens, anarchistes, divers socialistes, certains marxistes, d'autres non...

A l'heure où le capital financier international, ses gouvernements et ses institutions remettent en cause l'existence des nations, des partis, des syndicats et de toutes les formes organisées de la démocratie politique, n'est-il pas de notre responsabilité de reprendre le même chemin ?

Cinq ans d'activité commune pour la défense des 36 000 communes et des services publics, puis dans le cadre du Comité national pour la victoire du vote non à la Constitution européenne, prolongé par le Comité national pour la reconquête de la démocratie, et enfin la campagne autour de la candidature de Gérard Schivardi, ont montré que les forces existent pour la constitution d'un tel parti ouvrier.

**Vous êtes nombreux, nous sommes nombreux :**

- Vous, les maires qui avez donné à cette campagne son caractère spécifique, dans lequel la démocratie politique, particulièrement concentrée dans l'existence des communes, s'est portée aux avant-gardes du combat.

- Vous, les militants du Parti des travailleurs, qui, avec vos traditions, avez joué un rôle majeur dans ces campagnes et leur organisation.

- Vous, les militants syndicalistes, qui avez joué et jouez un rôle essentiel dans les grandes luttes de classe qu'a connues notre pays ces dernières années. Depuis le mouvement de millions et de millions contre le plan Juppé en 1995, le mouvement contre la loi Fillon et contre la régionalisation en 2003 (de nouveau en 2006, avec les jeunes, contre le CPE) ; vous qui êtes confrontés aux pressions exercées au nom de la « gouvernance mondiale » visant à transformer vos organisations syndicales en simples relais des diktats des fonds de pension et des institutions internationales du capital.

- Vous, les militants laïques, attachés à la République une et indivisible, qui vous dressez aujourd'hui contre son démantèlement dicté par l'Union européenne.

- Vous, les jeunes, les travailleurs, les mères de famille, les viticulteurs, les agriculteurs, les chômeurs, les retraités, qui vous êtes investis avec enthousiasme, depuis le début, dans cette campagne, parce qu'elle ouvre une issue aux préoccupations qui sont les vôtres.

— Vous tous, militants issus des principaux courants du mouvement ouvrier, issus de la social-démocratie, réformistes, issus du Parti communiste, trotskystes, anarchos-syndicalistes...

**Pouvons-nous nous regrouper durablement en un authentique parti ouvrier ?**

Sur quelles bases ?

Ce cadre, estimons-nous, a été fixé tout au long de notre campagne. Nous avons dit, écrit, répété :

- pour la défense des services publics ;

- pour la reconquête de la démocratie politique et sociale ;

- pour la défense des 36 000 communes, contre les regroupements forcés ;

- contre la désertification industrielle et rurale ;

- pour la République laïque ;

- pour la rupture avec le traité de Maastricht, l'Union européenne et ses directives ;

- pour l'arrêt des privatisations, pour la renationalisation d'Airbus et des secteurs clés de l'industrie.

Ce qui signifie que, pour nous, et contrairement à ce qu'on entend de toute part :

Il y a toujours place pour la démocratie politique et la démocratie sociale, qui met à l'ordre du jour la convocation d'une Assemblée constituante souveraine chargée de définir les formes et le contenu de la démocratie ;

- Les institutions démocratiques issues de la Révolution française, de la République une, indivisible et laïque, liées à l'existence des 36 000 communes, n'appartiennent pas au passé ; à l'inverse, elles constituent le socle à partir duquel tout peut et doit être reconquis, reconstruit, rebâti.

- Les conquêtes arrachées par deux siècles de combat ouvrier sont le principal levier du progrès social, et l'on ne saurait y renoncer sous prétexte de la « crise », de la « mondialisation » ou de la « gouvernance mondiale ».

- Dans un système capitaliste fondé sur l'exploitation, les travailleurs ont le droit imprescriptible de disposer d'organisations indépendantes pour défendre leurs intérêts particuliers.

**Sur ces bases, madame, monsieur, cher(e) ami(e), cher(e) camarade, nous vous proposons de constituer avec nous un comité provisoire pour un parti ouvrier, comité provisoire qui serait chargé d'organiser la libre discussion entre tous ceux qui partagent cet objectif, afin d'en jeter les bases politiques et d'organisation, ensemble.**

Pouvons-nous compter sur vous ?

Bien fraternellement

Gérard SCHIVARDI  
Daniel GLUCKSTEIN

Paris, le 10 avril 2007

# LES 227 PREMIERS PARTICIPANTS AU COMITÉ PROVISOIRE

**GLUCKSTEIN Daniel**, secrétaire national du Parti des Travailleurs ; **SCHIVARDI Gérard**, conseiller général, maire de Mailhac ; **HABERLI André**, maire de Challex (01) ; **DAVROUX Claude**, maire de Saint-Nicolas-aux-Bois (02) ; **GAPE Jean-Claude**, maire de Clamecy (02) ; **KARCHE Jean-Pierre**, maire de Château-Redon (04) ; **PIERRISNARD Jacqueline**, maire de St Jeannet (04) ; **ROUSSIN Léo**, militant syndicaliste, PCF (04) ; **SENES Claude**, maire de Thoard (04) ; **WEIRCH Catherine**, maire (04) ; **DI CHIARANO Marie-Josée**, syndicaliste (06) ; **PAQUIER Alain**, maire d'Aubrièves (08) ; **TAVENAUX Michel**, syndicaliste des communaux territoriaux (08) ; **PELIX Jean-Pierre**, maire de Montirat (11) ; **ANDRÉ Claude**, Educateur spécialisé (13) ; **AYACHE Patrice**, syndicaliste territoriaux (13) ; **DELEUZE Laurence**, conseillère municipale (13) ; **EFIRACHEZE Sarah**, militante PS, syndicaliste (13) ; **MARTI Joachim**, Libre-penseur, syndicaliste cheminot, militant socialiste du PT (13) ; **PORETTI Mireille**, syndicaliste territoriaux (13) ; **ROLAND Gérôme**, conseiller municipal (13) ; **BAZELLE Jean**, maire-adjoint de Lascelles (15) ; **CREGUT Alain**, syndicaliste (15) ; **FAGNAN Michel**, PS, Cros-de-Montvert (15) ; **FOIX Michèle**, conseillère municipale PS Cros-de-Monvert (15) ; **VASSEUR Jocelyne**, syndicaliste, Ally (15) ; **BILLOT-ZELLER Claude**, ancienne conseillère régionale PS (17) ; **GOURSAUD Bernard**, maire de Brie-sous-Matha (17) ; **LARRAUX Jean-Louis**, Libre Penseur (17) ; **LARRAUX Jean-Louis**, militant laïque 17 (17) ; **LESAUVAGE Gilles**, syndicaliste formation professionnelle (17) ; **MARTIN Claude**, retraité - Résistances communistes (17) ; **RICHEZ PASCUAL Brigitte**, citoyenne (17) ; **GOUOT Georges**, maire d'Asnières en Montagne (21) ; **LUDI Jacky**, maire (21) ; **NOEL Bernard**, Ecrivain (21) ; **PERRIER Sonia**, maire de Saint-Andeux (21) ; **ALLAIN Yves**, maire de Saint-Michel-Plélan (22) ; **BARRET Daniel**, maire de Treguidel (22) ; **LESOUPLE Chantal**, médecin (23) ; **JEANNIN Daniel**, maire de Montenois (25) ; **SCHOENBERG Gérard**, maire de Vennans (25) ; **STRIBY Laurence**, anarcho-syndicaliste (25) ; **ROT Chrystelle**, syndicaliste personnel navigant commercial (27) ; **ERIALC Marcellin**, postier syndicaliste (28) ; **LACOUTURIERE Christophe**, postier (28) ; **LEGENDRE Eric**, syndicaliste (28) ; **NICOL José**, syndicaliste (28) ; **PHILIPPE Jean-Louis**, maire de Briconville (28) ; **RIDEAU Thierry**, syndicaliste (28) ; **TOUSSAINT Florence**, syndicaliste enseignante (30) ; **TRIBES Michel**, maire de Montignargues (30) ; **BRESSOLLES Patrick**, courant socialiste du Parti des Travailleurs (31) ; **DOMENECH Thomas**, syndicaliste ANPE (31) ; **FARENC Laurent**, syn-

dicaliste EDF (31) ; **GUEGUEN Pierre**, syndicaliste Sécurité sociale (31) ; **NAVARRO Suno**, syndicaliste EDF (31) ; **TRUEL Eric**, syndicaliste EDF (31) ; **BAQUE Christian**, syndicaliste instituteur (33) ; **DELIGEY Jean-Pierre**, syndicaliste (33) ; **DOMERGUE Monique**, conseillère municipale de Talence (33) ; **MERLOT Christian**, Libre Penseur (33) ; **RAZAFINTJALAMA Guy**, maire (33) ; **SALAMERO Joachim**, militant laïque, syndicaliste (33) ; **TOMBACCO Bernard**, syndicaliste Equipement (33) ; **CWICK Alain**, syndicaliste, militant laïque (34) ; **GADEA Didier**, syndicaliste paysan (34) ; **MARCHAL Mathieu**, syndicaliste (34) ; **PALACIN Aimé**, retraité EDF (34) ; **POUMAYRAC Henri**, maire (34) ; **CAZENAIVE Daniel**, syndicaliste (35) ; **RAYNAUD Michel**, syndicaliste (36) ; **BECK Line Claudie**, ingénieur CNRS, syndicaliste (38) ; **PERRAUDAT Lionel**, maire de Clèlles (38) ; **VINCENT Jean**, syndicaliste, militant laïque (38) ; **BOUILLON Annette**, citoyenne et syndicaliste (39) ; **MOREL Gérard**, maire de Châtelneuf (39) ; **CASALINHO José**, (40) ; **GOUTTEBROZE Johann**, maire de Pinay (42) ; **SAINT ANDRE Alain**, syndicaliste (42) ; **SYBELIN Yannick**, syndicaliste hospitalier (42) ; **BAYARD Jean-Marie**, instituteur syndicaliste (43) ; **THONNAT Rolland**, syndicaliste instituteur (43) ; **BOYADGIS Maité**, anarcho-syndicaliste (44) ; **GABORIAU Robert**, retraité métallurgie (44) ; **LE ROCH Michel**, syndicaliste (44) ; **MARSON Didier**, syndicaliste (44) ; **MIGNARD Mireille**, enseignante, syndicaliste (47) ; **BARBIER Paul**, syndicaliste enseignant (49) ; **GANNEREAU Michel**, militant ouvrier équipement (49) ; **SAVIDAN Christian**, syndicaliste Fonction publique territoriale (49) ; **KOCH Pierre**, syndicaliste chimie (52) ; **MEGNY Patrick**, maire de Somme-dieu (55) ; **TUAL Eugène**, maire (56) ; **GERBER Patrick**, gynécologue obstétricien 57 (57) ; **LECROQ Antoine**, agent technique de l'Education nationale (57) ; **LOUIS Françoise**, médecin (57) ; **MARKUN Jean**, syndicaliste mineur (57) ; **SCHMITT Arsène**, syndicaliste frontalier (57) ; **GRANDAZZI François**, syndicaliste (60) ; **GRANDIERE Emmanuel**, syndicaliste (60) ; **JEANNENEY Pierre**, maire de Lalande-en-Son (60) ; **CALVELLI Chantal**, agent de soins et femme de ménage (66) ; **CALVELLI Daniel**, boulanger (66) ; **HOFFMANN Georges**, directeur de publication de la revue Réflexions (67) ; **BEN DRIHEM Nathalie**, syndicaliste (69) ; **COURT Philippe**, syndicaliste PIT (69) ; **DUMONT Thierry**, syndicaliste (69) ; **JANIN Yves**, syndicaliste cheminot (69) ; **LE BLANC Jacques**, syndicaliste (69) ; **PARLANT Lionel**, syndicaliste PIT (69) ; **COUREMAIRE Anne-Marie**, maire (70) ; **COURMAIRE Anne-Marie**, maire de Motey-sur-Saône (70) ; **DORSCHNER**

**Jean-François**, syndicaliste PTT (72) ; **FOUCHÉ Didier**, Maire de Soullitré (72) ; **PERRINE Nicole**, Maire de Saint-Célerin (72) ; **RAINY Paul**, syndicaliste EDF (72) ; **BAUDUIN Michèle**, membre ADDC (73) ; **GRANGEAT Joëlle**, ADDC (73) ; **BEVILLARD Roland**, ancien maire socialiste (74) ; **CAPRON Yves**, syndicaliste DDE (74) ; **DURAND Francis**, syndicaliste (74) ; **GARAFALO François**, (74) ; **GAROFALO François**, courant socialiste du PT (74) ; **GRENERY Paul**, militant laïque (74) ; **GUTJAHR Bernard**, formateur AFPA, responsable syndical (74) ; **MONTANER Jean**, syndicaliste enseignant (74) ; **BEAUCLAIR Christine**, syndicaliste (75) ; **BELLER DEWAN Nathalie**, syndicaliste (75) ; **BERTHOLET Gérard**, syndicaliste (75) ; **BOISSET Ludovic**, syndicaliste (75) ; **BRUN Josiane**, formatrice (75) ; **DRONNEAU Vincent**, postier (75) ; **DUPONT Jacqueline**, hospitalière (75) ; **ERMERY Gérard**, militant syndicaliste (75) ; **FORZAN Françoise**, infirmier fonction hospitalière (75) ; **FRIGERE Michel**, syndicaliste (75) ; **GAL François**, syndicaliste (75) ; **GIROD Jacques**, syndicaliste (75) ; **JAFFRE Alain**, PCP (75) ; **KRATZER Yvette**, retraité (75) ; **KRYN Didier**, chercheur CNRS (75) ; **LEGRAND-LOSNO Giselle**, professeur retraitée d'Espagnol (75) ; **LIONS Yves**, syndicaliste (75) ; **LOGEREAU Josette**, bureau national Parti des travailleurs (75) ; **MAILLARD Lina**, cadre de Sécurité sociale (75) ; **MANAREAN Patricia**, syndicaliste (75) ; **MORGAND Claude**, professeur PLP, Communiste (75) ; **NOEL Dominique**, fonction hospitalière (infirmier) (75) ; **PHILIPARD Céline**, agent hospitalier (75) ; **REGIS Christian**, Syndicaliste sécurité sociale (75) ; **SADOUL Pierre**, médecin psychiatre (75) ; **SAULIERE Christophe**, (75) ; **SOURISSEAU Lionel**, employé de bibliothèque (75) ; **TIGER Joël**, aide-soignant (75) ; **UNGER Christophe**, syndicaliste (75) ; **DENIS Erick**, syndicaliste (76) ; **ETIENNE Philippe**, maire de Calleville-les-deux-Eglises (76) ; **AUCOUTURIER Alain**, syndicaliste de la métallurgie (77) ; **TOSTAIN Alain**, syndicaliste chimie (77) ; **GRISET André**, ancien premier secrétaire de la fédération du PS des Yvelines (78) ; **LAGACHE Michel**, musicien A.C. (78) ; **MAUDUIT Alain**, syndicaliste de la métallurgie (78) ; **DENIS Hervé**, enseignant syndicaliste (80) ; **PAILLE Dominique**, maire de Hangard (80) ; **TEKAYA Sami**, Socialiste du PS, syndicaliste (80) ; **DEMEAUTIS Christian**, militant syndicaliste, mutualiste et laïque (81) ; **ALIBERT Henri**, maire de Saint-Michel (82) ; **BARDOLS Marcel**, maire de Saint-Vincent-L'Espinasse (82) ; **ARNEODO Pierre**, syndicaliste Equipement (83) ; **BÉGIS Christian**, syndicaliste (83) ; **CANUT Dominique**, communiste, syndicaliste arsenal de Toulon (83) ;

**FABERSKI Jacques**, ex-PS (83) ; **GORON Christian**, (83) ; **REY Roger**, syndicaliste (83) ; **RIO Marie-José**, retraité France Telecom, Parti communiste (83) ; **TAILLIEZ François**, socialiste, retraité fonctionnaire de la Poste (83) ; **FASSIÉ Jacques**, syndicaliste instituteur, militant laïque (84) ; **JENET Claude**, syndicaliste, militant laïque (84) ; **SACCANI Gilbert**, enseignant retraité (84) ; **BODIG Henri**, maire de Belmont-sur-Vair (88) ; **COLAS Maurice**, ancien maire-adjoint socialiste de Contrexéville (88) ; **CITEAUX Dominique**, syndicaliste sécurité sociale (89) ; **LEPAGE Florence**, syndicaliste enseignante (89) ; **MOREAU Christian**, maire (89) ; **CHAMBARD Hélène**, militante socialiste (PS), libre penseur (90) ; **BIZIEN Alec**, professeur de médecine au collège des hôpitaux de Paris, chef de service (91) ; **CHEVAL Christophe**, citoyen, fils d'ouvrier (91) ; **GOHIER Josiane**, syndicaliste Fonction publique (91) ; **LERICHE Bernadette**, (91) ; **MARQUISET J. Charles**, syndicaliste (91) ; **COGNET Brigitte**, syndicaliste (92) ; **COUTY Daniel**, syndicaliste, Libre penseur (92) ; **DORLEAC Frédéric**, syndicaliste EDF (92) ; **LEMAITRE Hélène**, employée sécurité sociale (92) ; **MAITTE Hervé**, syndicaliste Fonction publique (92) ; **MOUTON Frédéric**, syndicaliste (92) ; **PLANEIX Alain**, responsable établissement spécialisé enfants handicapés (92) ; **BIANAY Maral**, syndicaliste (93) ; **CAZABAN Denise**, membre Pôle Renaissance Communiste 93 à titre personnel (93) ; **CORDAT Jean-Michel**, (93) ; **COUDERT Noël**, syndicaliste sécurité sociale (93) ; **DOUALOT François**, syndicaliste (93) ; **FAUCHEUX Patrice**, syndicaliste (93) ; **GRAT Anne**, syndicaliste (93) ; **JACQUELIN Moïse**, syndicaliste (93) ; **LAURENT Nicolas**, enseignant (93) ; **PEPIN Sylvain**, citoyen travailleur (93) ; **PROUTIERE Colette**, employée CPAM (93) ; **PROUTIERE Colette**, syndicaliste Sécurité sociale (93) ; **PUMON Nadine**, enseignante (93) ; **RAFFIN Christelle**, employée (93) ; **THEOPHILE Justine**, employée de la Sécurité sociale (93) ; **WEBER Carine**, syndicaliste, militante socialiste (93) ; **DENIS Jean-Claude**, ancien conseiller municipal (94) ; **LEGRAND Sébastien**, syndicaliste à l'ASSÉDIC (94) ; **MIKOGNATIS Michèle**, militante communiste du PT (94) ; **SAVY Aimé**, maire adjoint d'Ivry (94) ; **DEHE Pierre**, syndicaliste enseignant (95) ; **DUBOIS Jean-Paul**, syndicaliste de la Fonction publique territoriale (95) ; **FAUCONNIER Hélène**, employée de la Sécurité sociale (95) ; **LAUCOURT Paul**, (95) ; **MERCURIN O.**, syndicaliste (95) ; **NOEL Christophe**, (95) ; **SERRAND Annie**, secrétaire (95) ; **SOUILLOT Fabrice**, citoyen (95).

# Je suis d'accord pour participer au comité provisoire pour un parti ouvrier sur la base de l'appel du 10 avril 2007.

La carte de participant permet de contribuer à la préparation de la convention ouvrière et socialiste (10 euros minimum, 5 euros pour les chômeurs, étudiants, lycéens).

Je verse ..... euros.

Soutien financier : chèque à l'ordre de Micheline Guillemette.

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

Téléphone : .....

E-Mail : .....

Comité de (localité, entreprise...) :

.....

Je souhaite que mon nom soit publié en qualité de (facultatif) : .....

.....

Je communique une contribution

Signature :

**Formulaire à retourner au comité d'organisation :**

Daniel Gluckstein, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris.

Gérard Schivardi, 9, route de Pouzols 11200 Mailhac.

[copo2007@wanadoo.fr](mailto:copo2007@wanadoo.fr)